



**SECURITE DES PERSONNES AU COURS
DES SEANCES PUBLIQUES AU COMPLEXE
SPORTIF « ICEO »**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

(C.C.A.P.)

Cahier des Clauses Administratives Particulières

(C.C.A.P.)

SOMMAIRE

Art. 1	- Objet du marché
Art. 2	- Documents contractuels
Art. 3	- Délai et/ou périodicité d'exécution
Art. 4	- Conditions d'exécution
Art. 5	- Garantie technique
Art. 6	- Retenue de garantie
Art. 7	- Marchandises remises au titulaire
Art. 8	- Prix
Art. 9	- Délai de paiement
Art. 10	- Avance
Art. 11	- Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde
Art. 12	- Droit, Langue, Monnaie
Art. 13	- Pénalités
Art. 14	- Formation

Article premier - Objet du marché

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Sécurité des personnes au cours des séances publiques au complexe sportif « Icéo ».

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché commence à la date de notification pour une durée de 1 an. Il est reconductible 2 fois pour une durée d'un an.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum de commandes passé en application de l'article 78 – I alinéa 3 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Sécurité des personnes au cours des séances publiques au complexe sportif « ICEO »	Montant Minimum de commandes par an	Montant Maximum de commandes par an
	0 € TTC	60 000,00 € TTC

Article 2 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ♦ l'acte d'engagement et ses annexes,
- ♦ le cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- ♦ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- ♦ Le bordereau des prix unitaires,
- ♦ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

Article 3 - Délai et/ou périodicité d'exécution

Les périodicités sont fixées au règlement de consultation et dans le CCTP.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande délivrés par le service.

Les bons de commande comportent :

- ♦ la référence au marché ;
- ♦ la désignation de la prestation ;
- ♦ la quantité commandée ;

La personne habilitée à signer les bons de commande est :

Madame Natacha BOUCHART, Présidente de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers.

Article 4 - Conditions d'exécution

4.1 - Emballage :

Sans objet.

4.2 - Transport :

Sans objet.

4.3 - Mode de livraison :

Sans objet.

4.4 - Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Piscine/Patinoire "Icéo", 1400 rue Roger Martin du Gard - 62100 CALAIS

4.5 - Surveillance en usine :

Sans objet.

4.6 - Opérations de vérifications :

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution des prestations dans les conditions prévues au chapitre IV du CCAG FCS, notamment en son article 20.2.

4.7 - Décisions après vérification, l'admission :

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS.

Article 5 - Garantie technique

Sans objet.

Article 6 - Retenue de garantie

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

Article 7 - Marchandises remises au titulaire

Aucune marchandise appartenant à l'administration ne sera remise au titulaire.

Article 8 - Prix

8.1 - Forme des prix :

Le marché est conclu à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

8.2 - Variation des prix :

8.2.1 - Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix unitaires figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de Juin 2017.

8.2.2 - Type de variation des prix :

Les prix du marché sont fermes pour la durée initiale. Le prestataire proposera des nouveaux tarifs un mois avant la date anniversaire du contrat.

Clause de sauvegarde

La personne publique se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'anniversaire du marché, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5.00 %.

Article 9 - Délai de paiement

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers
Direction des Ressources Financières
76 Boulevard Gambetta - CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX

Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Article 10 - Avance

Aucune avance n'est versée à l'entrepreneur.

Article 11- Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Article 12- Droit, Langue, Monnaie

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles 133 à 137 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet : Sécurité des personnes au cours des séances publiques au complexe sportif "Icéo". Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance."

Article 13- Pénalités

Les pénalités pour retard d'exécution sont celles prévues au C.C.A.G. notamment en son article 14.

Article 14- Formation

Sans objet.